



N° 1 - Janvier 2009

Panorama au 13 janvier 2009

Éditorial

Fin 2008 : coup de froid sur les prix des grandes cultures

En novembre 2008, les prix à la production des produits agricoles baissent toujours par rapport à 2007. Cette baisse intervient sous l'impulsion massive des grandes cultures (- 12 %) et surtout des céréales (- 44 %), qui avaient également provoqué la flambée exceptionnelle des prix au cours de la campagne 2007/2008. Les prix des légumes et du bétail, en particulier des veaux, sont aussi inférieurs à ceux de novembre 2007, mais dans une moindre mesure. Le recul des prix à la production est accentué par un ralentissement de la hausse pour tous les autres produits, à l'exception des ovins. Il continue de freiner la hausse des prix à la consommation sans toutefois inverser la tendance, excepté pour les légumes dont les prix sont moins chers à l'étal que l'an dernier (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 1/10, janvier 2009*).

La chute rapide des cours des céréales et des oléoprotéagineux constitue en effet la caractéristique principale du premier semestre de la campagne 2008/2009. Les cours mondiaux et

français du blé et du maïs sont redescendus au niveau de 2006 et ceux des oléagineux seulement au niveau de 2007 (*Campagne 2008-2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois, Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/57, janvier 2009*). Selon nos premières estimations de semis, la sole française de céréales d'hiver stagnerait en 2009 en restant toutefois supérieure à la sole moyenne des années 2004 à 2008. Les emblavements en colza se stabilisent après la forte réduction de 2008 par rapport à 2007 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 10/10, décembre 2008*).

Quant à la pomme de terre, sa production tant européenne que française est moyenne en 2008 et seulement en légère hausse par rapport à 2007. Les prix restent proches des prix moyens de l'an dernier. La campagne 2007/2008 poursuit les tendances structurelles des campagnes précédentes : le secteur de la pomme de terre assure en effet un développement régulier de sa production dû à de meil-

leurs rendements et des excédents importants. Pour la pomme de terre transformée, le solde commercial reste toutefois déficitaire (*Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés, Pomme de terre n° 2009/58, janvier 2009*).

La récolte française de vins 2008, la plus faible depuis le gel de 1991, affecte fortement la production viticole européenne. Par rapport à 2007, les ventes sur le marché intérieur français diminuent, de même que les exportations françaises en raison d'une moindre demande extérieure. En novembre 2008, les prix à la production continuent d'augmenter en particulier pour les vins d'appellation (*Depuis août 2008, les prix des vins augmentent et les ventes reculent, Viticulture n° 2009/59, janvier 2009*).

En novembre 2008, la production bovine française est toujours stimulée par l'augmentation des abattages de vaches. Les abattages des autres

animaux de boucherie et des volailles sont au contraire en repli. La quantité de veaux de boucherie abattus commence à diminuer. Depuis l'été, les exportations de broutards vers l'Italie sont toujours aussi dynamiques. La production ovine, depuis le début de l'année, a chuté à cause du très faible volume des abattages d'agneaux, ce qui entraîne les cotations à un niveau élevé. Les cotations sont hautes également pour le porc charcutier en novembre 2008, comme en 2006 (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 4, décembre 2008*). Au premier semestre 2009, selon l'enquête cheptel européenne, la production porcine reculerait aussi au niveau européen (*Infos rapides Porcins, décembre 2008*). Depuis cinq mois, les abattages de volailles se replient comme ceux des gros animaux et la baisse générale des mises en place de poussins confirme une poursuite de ce repli pour le début 2009 (*Infos rapides Aviculture n° 1/11, janvier 2009*). Pour les volailles, la baisse du prix des aliments se répercute sur les prix à la production, encore élevés pour le poulet et la dinde. La baisse de prix de l'alimentation animale, conjuguée à celle de l'énergie, allège les charges des exploitations agricoles par rapport à fin 2007 (*Infos*

rapides Moyens de production n° 1/10, janvier 2009).

En 2008, la consommation de toutes les viandes subit un fort ralentissement, en rupture avec la légère reprise de 2007 due à la volaille. La hausse des prix à la consommation et la baisse ressentie du pouvoir d'achat limitent en effet les achats des consommateurs, les viandes de porc et de poulet étant relativement épargnées à cause de leurs prix moins élevés à la consommation (*Chute de la consommation de viandes en 2008, Consommation de viandes n° 2008/60, janvier 2009*).

Sur la première semaine de décembre 2008, la collecte laitière française reculerait encore plus fortement par rapport à 2007 qu'en octobre et novembre. Dans le contexte d'une négociation difficile de la recommandation interprofessionnelle sur le prix du lait, les éleveurs laitiers continuent de mettre les vaches laitières à la réforme (*Infos rapides Lait n° 11/11, décembre 2008*).

Au troisième trimestre 2008, la baisse d'activité amorcée depuis le début de l'année dans le secteur des industries

agroalimentaires s'est confirmée. Elle est intervenue dans le contexte d'un recul de la consommation des ménages et du ralentissement des exportations. La croissance des importations supérieure à celle des exportations a entraîné une nouvelle réduction de l'excédent commercial. Malgré une hausse des prix moins soutenue, notamment dans l'alimentation animale et les produits laitiers, la hausse du chiffre d'affaires s'est maintenue. La baisse de l'emploi salarié s'est accentuée légèrement (*IAA : le ralentissement se confirme au troisième trimestre 2008, Industries agroalimentaires n° 2009/61*).

En novembre 2008, l'excédent commercial du secteur agroalimentaire se contracte par rapport à 2007. Cette contraction résulte en grande partie de la pause des exportations records de céréales avec l'Union européenne, et surtout avec les pays tiers. En outre, le secteur des produits agricoles transformés subit une diminution continue de son excédent commercial, à cause du fléchissement plus net de ses exportations que de ses importations (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 1/12, janvier 2009*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Campagne 2008-2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois, <i>Céréales et oléoprotéagineux</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés, <i>Pomme de terre</i>	9	<i>Hervé Schoën</i>
Depuis août 2008, les prix des vins augmentent et les ventes reculent, <i>Viticulture</i>	13	<i>Pierre Carrelet</i>
Chute de la consommation de viandes en 2008, <i>Prix - Consommation</i>	17	<i>André Viguier</i>
IAA : le ralentissement se confirme au 3 ^e trimestre 2008, <i>Industries agroalimentaires</i>	21	<i>Jacqueline Paris</i>
Organismes et abréviations	27	
Pour en savoir plus	29	

Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Animaux de boucherie</i> , n° 4, décembre 2008	<i>Nadine Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture</i> , n° 1/11, janvier 2009	<i>Christian Pendariès</i>
<i>Porcins</i> , décembre 2008	<i>Géraldine Martin-Houssart</i>
<i>Commerce extérieur</i> , n° 1/12, janvier 2009	<i>Hélène Vigouroux</i>
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 10/10, décembre 2008	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Lait</i> , n° 11/11, décembre 2008	<i>Lionel Hébrard</i>
<i>Moyens de production</i> , n° 01/10, janvier 2009	<i>Jacqueline Paris, André Viguier</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 01/10, janvier 2009	<i>Christine Deroin</i>

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléoprotéagineux janvier n° 2009/57

[Retour éditorial](#)

Campagne 2008/2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois

Selon les premières estimations de surfaces pour les cultures d'hiver, les surfaces de céréales d'hiver sont quasiment stables. Au cours des six premiers mois de campagne, les cours mondiaux et français du blé et du maïs sont redescendus au niveau de 2006 et ceux des oléagineux seulement à celui de 2007. Sur le marché des graines oléagineuses, la chute des cours durant les six derniers mois a été particulièrement forte pour les graines de tournesol françaises. Elles sont désormais moins chères que les graines de colza.

Des semis d'hiver à un niveau proche de celui de l'an dernier

Au 1^{er} décembre 2008, les estimations de surfaces semées en céréales d'hiver sont proches du niveau atteint l'an dernier. Avec 7,2 millions d'hectares (Mha), les semis d'hiver sont supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 4,7 %). Les semis de blé tendre d'hiver seraient légèrement inférieurs à ceux de l'année dernière (- 0,5 %), tout comme ceux de blé dur et de seigle (respectivement - 0,7 % et - 1,6 %). Seules les soles d'orge et de triticales progressent.

Les semis d'hiver de colza seraient stables, voire en très légère progression

par rapport à l'an dernier avec un peu plus de 1,4 Mha (+ 0,3 %). Cela mettrait un terme à la forte baisse des surfaces enregistrée au cours de l'hiver dernier.

Le coût des intrants augmente pour les producteurs de grandes cultures (+ 20 % en octobre 2008 par rapport à 2007), alors que les cours des produits sur les marchés sont en fort repli sous l'effet d'un disponible important. Pour autant, l'assolement d'hiver de grandes cultures ne marque pas de baisse. Il est vrai toutefois que la remise en culture des jachères, assez limitée l'an dernier (450 sur 1 200 milliers d'hectares), ne s'est pas non plus poursuivie.

Une baisse rapide des cours mondiaux des céréales sur les six derniers mois

Les fortes hausses des cours intervenues lors des campagnes 2006/2007 et surtout 2007/2008 ont été très vite effacées sous l'effet des disponibilités exceptionnelles de cette campagne. En six mois, le blé rendu Rouen a retrouvé le niveau de prix du mois d'août 2006. Les stocks mondiaux, toutes céréales confondues, sont prévus en hausse. Pour autant, les dernières estimations sont moins optimistes en Amérique latine et en Australie du fait de conditions climatiques défavorables.

En décembre 2008, le cours du blé américain d'origine Golfe du Mexique a diminué jusqu'à 143 euros par tonne (€/t) pour le Soft red winter (- 42 % par rapport à 2007). Le cours du blé argentin est proche de 135 €/t (- 44 % par rapport à 2007). Désormais, en prix Fob, les blés sont quasiment au même niveau au départ de Rouen et d'Argentine.

Depuis août, les cours des céréales françaises chutent fortement

En France, le cours du blé tendre rendu Rouen a fini le mois de décembre sur une moyenne proche de 123 €/t, soit - 52 % par rapport à décembre 2007. Sur les six premiers mois de la campagne 2008/2009, ce cours avoisine 159 €/t (- 33 % par rapport aux six premiers mois de campagne 2007/2008). Mais, à la fin du mois de décembre, la baisse des cours mondiaux et français est moins prononcée. Cela résulte des premières estimations de baisse de la production européenne en 2009 et des craintes d'une baisse des estimations de récolte pour l'Australie.

La baisse des cours de l'orge rendu Rouen a suivi celle des cours du blé en s'accroissant sur les derniers mois de 2008. En décembre, le cours moyen s'établit à 103 €/t (- 55 % par rapport à décembre 2007). Sur les six premiers mois de campagne 2008/2009, le cours est proche de 136,50 €/t (- 39 % par rapport à 2007/2008). Au départ des zones de production, le prix de l'orge est inférieur au prix d'intervention.

Les cours du maïs français sont proches des cours mondiaux

Suivant le mouvement de baisse des cours du blé, le maïs a connu une baisse très nette de ses prix au cours de ces derniers mois. En décembre, le cours du maïs rendu Bordeaux était inférieur à 108 €/t (- 49 % par rapport à décembre 2007) et, sur les six premiers mois de campagne 2008/2009, il s'établissait à 145,50 €/t (- 31 % par rapport à 2007/2008). La hausse du disponible européen en maïs pour cette campagne constitue un facteur de baisse des cours européens.

Sur le marché mondial, l'écart de prix entre les différentes origines de maïs est très réduit par rapport à la dernière campagne. La baisse des cours a été plus forte pour le maïs français que pour les maïs américains du fait de la baisse de production des États-Unis. Fin décembre, le maïs français est légèrement moins cher que le maïs d'origine Golfe du Mexique, mais toujours un peu plus cher que le maïs argentin.

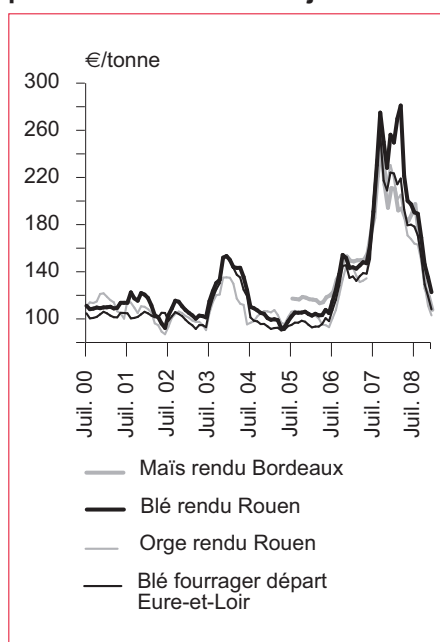
Les graines de tournesol de nouveau moins chères que celles de colza

Pour la campagne 2008/2009, les disponibilités mondiales en graines oléagineuses sont estimées à 480 millions de tonnes, malgré la baisse de production de soja aux États-Unis et en Amérique latine. Les cours sur les marchés des graines oléagineuses ont ainsi poursuivi la baisse entamée au début de la campagne. Sur le marché à terme de Chicago, le cours du mois de décembre des graines de soja dépasse 234 €/t (- 18 % par rapport à décembre 2007). C'est le cours le plus bas depuis août 2007. Sur les six premiers mois de campagne 2008/2009, le cours des graines de soja à Chicago se situe toutefois à un

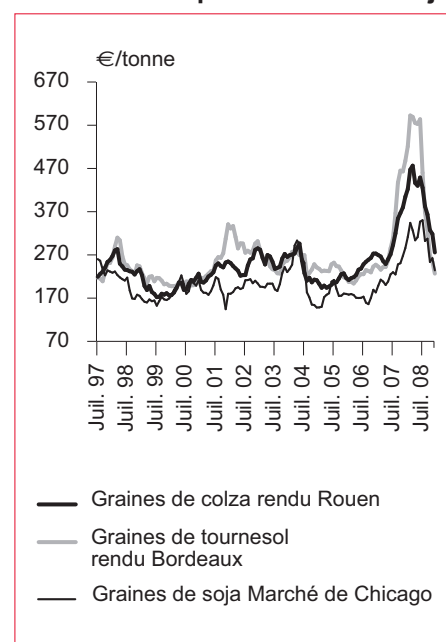
niveau plus élevé que pour la dernière campagne (285 €/t, soit + 14 % par rapport aux six premiers mois de campagne 2007/2008).

Sur le marché français des graines oléagineuses, les cours du colza et du tournesol ont subi de fortes baisses depuis le début de la campagne 2008/2009. Depuis le mois d'août, les prix des graines de tournesol sont moins élevés que ceux des graines de colza. Cela ne s'était pas produit depuis juin 2007. En décembre, le cours rendu Rouen des graines de colza approche 276 €/t (- 32 % par rapport à décembre 2007) et celui des graines de tournesol rendu Bordeaux s'établit à 227 €/t (- 52 % par rapport à décembre 2007). Sur les six premiers mois de la campagne, les cours des graines de colza et de tournesol sont moins élevés que lors de la campagne 2007/2008 (respectivement 349 €/t et 318 €/t pour 2008/2009), et la baisse est nettement plus importante pour le tournesol (- 25 % contre - 1 % pour le colza). Il est vrai que les marchés des oléagineux européens sont moins mondialisés que ceux du soja. En particulier le retour à une récolte normale de tournesol en Roumanie, Hongrie et Ukraine a pesé fortement sur ce marché.

Les prix des céréales françaises proches des niveaux de juillet 2006



Les graines de tournesol françaises moins chères que le colza et le soja



Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendements sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de prix et de cours des céréales sont fournies par l'OniGC et le journal La Dépêche.
- Les cours sur le marché à terme sont disponibles sur le site Internet d'Euronext : www.euronext.com/
- Les estimations de production mondiale des céréales sont issues de :
 - United States Department of Agriculture (département à l'agriculture américain) www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm.
 - Conseil International des Céréales (CIC) : www.igc.org.uk/fr/Default.aspx
 - Food and Agriculture Organization of the United Nations : www.fao.org/giews/french/cpfs/index.htm

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Reprise des exportations européennes de céréales grâce à la hausse des disponibilités », Synthèse Grandes cultures, décembre 2008
- « La récolte des céréales profite d'une année favorable », Infos rapides Grandes cultures, novembre 2008
- « Une année favorable à la production des céréales », Infos rapides Grandes cultures, octobre 2008

[Retour éditorial](#)

Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés

Durant la campagne 2007/2008, la production de pommes de terre en France atteint 7 millions de tonnes. Par rapport à la campagne précédente, et à la moyenne des cinq dernières campagnes, la production française augmente, ainsi que celle de la plupart des pays de l'Union européenne. Cette situation s'explique par la hausse des rendements et s'inscrit dans le prolongement de la tendance des dix dernières années. Les prix de la pomme de terre dans l'hexagone sont orientés à la baisse, après une campagne 2006/2007 où les prix avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé. Dans un contexte de récolte en hausse dans les pays clients de la France, les exportations reculent, surtout à destination de l'Espagne, de la Belgique et du Portugal, mais le taux de couverture reste toutefois favorable.

2008 : année internationale de la pomme de terre

L'année internationale de la pomme de terre a permis de célébrer en 2008 l'un des principaux aliments de base de l'humanité. Un des objectifs était de faire prendre conscience de l'importance de la pomme de terre, notamment pour les solutions qu'elle pourrait apporter pour lutter contre la faim dans le monde. C'est en effet la culture la plus rentable en termes de rapport travail/matière sèche produite. Actuellement, elle est la quatrième denrée agricole produite dans le monde après le maïs, le riz et le blé, et c'est une des rares plantes cultivées sous toutes les latitudes. Outre ses vertus alimentaires, la pomme de terre est largement utilisée dans l'industrie,

sa féculé ayant de multiples destinations comme la purée, les frites, la farine, le textile, la papeterie, etc.

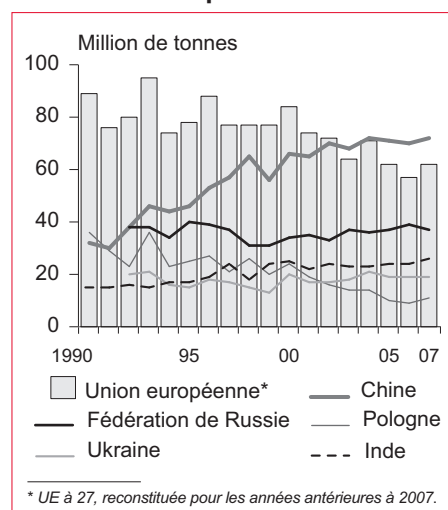
La pomme de terre tient toujours une place importante dans l'alimentation des Français. Durant la campagne 2007/2008, la consommation par habitant et par an atteint 50 kg, dont 10 kg sous forme de produits transformés. Cependant, la consommation française de pomme de terre est très en retrait par rapport aux pays du nord de l'Union européenne, et se situe juste devant l'Italie et la Bulgarie. Durant cette même campagne, la consommation de pomme de terre par habitant était de 151 kg en Lettonie, le premier consommateur de l'Union européenne, et de 121 kg en Pologne.

La Chine, premier producteur mondial de pomme de terre

Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la culture de la pomme de terre se concentrait en Europe, en Amérique du Nord et dans la Communauté des états indépendants (ex-URSS). Mais, depuis 2005, les pays en développement en produisent davantage que les pays développés. Selon la FAO, leur production de 2007 représente 51 % des 325 millions de tonnes de pomme de terre produites dans le monde. Depuis 1992, la production mondiale a progressé de 21 %. Toutefois, les évolutions ont été différentes selon les zones géographiques. La Chine est passée de 38 millions de tonnes en 1992 à 72 millions en 2007 (22 % de la production mondiale, soit

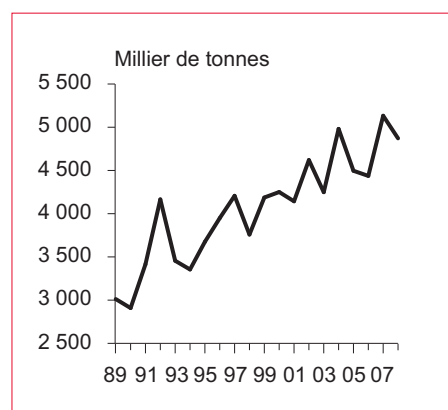
une progression de 90 %). Elle est ainsi devenue le premier producteur mondial de pomme de terre, à la place de la Fédération de Russie qui perd 4 % durant la même période. L'Inde connaît également une forte progression de sa production sur cette période (+ 60 %), passant du sixième rang des pays producteurs en 1993, au troisième rang en 2007. À l'inverse, la Pologne passe d'une production de 23 millions de tonnes en 1992, à 11 millions de tonnes en 2007, soit une baisse de 52 %. Si la production de la Pologne est ajoutée à la production des États membres pour la période précédant son adhésion à l'Union, la production européenne suit la même tendance : elle a en effet baissé de 22 % depuis 1992, pour atteindre 62 millions de tonnes en 2007.

Diminution de la production de l'Union européenne



Source : FAO

En 2008, la production française de pomme de terre de conservation se maintient à un haut niveau



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

En France, la pomme de terre de conservation représente 73 % de la production totale de pomme de terre

Avec 7,2 millions de tonnes de pommes de terre produites lors de la campagne 2007/2008, la France est le troisième producteur européen en volume. Cette production comprend la production de pomme de terre de conservation de 2007 et celle de pomme de terre primeur de 2008. Elle représente 11 % des 63 millions de tonnes produites dans l'Union européenne, la Pologne étant au premier rang devant l'Allemagne (11 millions de tonnes).

La pomme de terre de conservation est la plus cultivée en France. Sa production s'élève à 5,3 millions de tonnes pour la campagne 2007/2008, soit 73 % de la récolte totale de pomme de terre. Elle augmente de 10 % par rapport à la moyenne de 4,8 millions de tonnes des cinq dernières campagnes. La récolte de pomme de terre de féculerie atteint 1,3 million de tonnes pour la campagne 2007/2008, en baisse de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Lors de cette campagne, environ 184 milliers de tonnes de pomme de terre primeur ont été produites dans les différentes régions françaises de production. Sur 158 milliers d'hectares de pomme de terre en France, 111 milliers sont plantés en pomme de terre de conservation et 25 milliers en pomme de terre de féculerie. Malgré les surfaces plantées qui ont diminué de 3 % en dix ans, la hausse des rendements a permis d'obtenir les récoltes actuelles, en hausse de 10 % sur la même période. En 2008, il y a environ 25 000 producteurs de pomme de terre en France.

La production française de pomme de terre se concentre dans les régions du nord

Le Nord-Pas-de-Calais est la première région productrice de pomme de terre de conservation. Elle représente aujourd'hui 37 % de la production française devant la Picardie (26 %). Ces deux régions occupent également une place importante dans les approvisionnements destinés à l'industrie. La Beauce et la Champagne sont les autres régions importantes, plus orien-

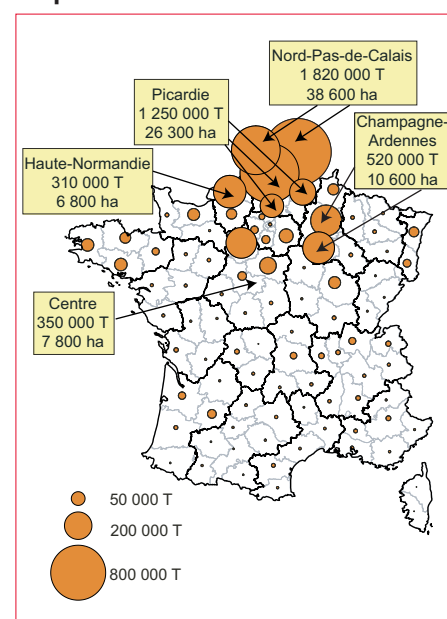
tées vers le marché du frais. La pomme de terre primeur est issue des différents bassins de production que sont le Val de Loire, la Bretagne, le Bassin Rhône-Méditerranée, le Grand Sud-Ouest et la Normandie.

Selon le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre, les ventes en France représentent à l'état frais 1,1 million de tonnes, dont 140 milliers de tonnes sont destinées à la restauration hors domicile et un million de tonnes à la vente au détail, dont près de 80 % commercialisés par les circuits de la grande distribution, les hypermarchés, les supermarchés et les hard-discount. À ces ventes, s'ajoutent 400 à 500 milliers de tonnes produites dans les jardins familiaux et une quantité importante cultivée par les agriculteurs pour leur propre usage. Les industries de transformation utilisent près de 1,2 million de tonnes de la production, dont les 2/3 pour la fabrication de frites surgelées et de purées en flocons.

Les exportations françaises marquent le pas pour la campagne 2007/2008...

Lors de la campagne 2007/2008, la France a exporté 2,6 millions de tonnes de pomme de terre, soit à peine moins que les exportations records de

Nord-Pas-de-Calais, première région productrice de pomme de terre de conservation



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

la campagne 2006/2007 (- 1 %), mais en augmentation de 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. C'est le troisième exportateur européen de pomme de terre, derrière les Pays-Bas (4,7 millions de tonnes) et l'Allemagne (4,1 millions de tonnes). Nos principaux clients maintiennent leur place dans la hiérarchie des acheteurs. Durant cette campagne, l'Espagne, bien qu'en retrait de 96 milliers de tonnes par rapport à la précédente campagne, maintient de loin sa première place (817 milliers de tonnes). L'Italie est le deuxième pays importateur de nos pommes de terre avec 456 milliers de tonnes (+ 44 milliers de tonnes par rapport à la campagne 2006/2007). Viennent ensuite la Belgique avec 317 milliers de tonnes et les Pays-Bas avec 191 milliers de tonnes. La pomme de terre de conservation représentent 68 % du total des exportations de pomme de terre en frais pour la campagne 2007/2008, soit 1,7 million de tonnes. Elles sont en diminution de 3 % par rapport à la campagne précédente, mais en hausse de 24 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La quasi totalité des exportations françaises en frais (97 %) est à destination des pays de l'Union européenne. Pour la campagne 2007/2008, le marché du frais hors plants représente 72 % du total

des exportations de pomme de terre, avec 1,8 million de tonnes. Les principaux clients de la France sur ce marché sont l'Espagne (31 %), l'Italie et la Belgique (16 %), ainsi que le Portugal. Pour l'industrie de transformation, dont les exportations représentent 26 % de l'ensemble des exportations de pomme de terre, les principaux clients sont l'Italie (30 %), l'Espagne (24 %) et les Pays-Bas (19 %).

...et les importations sont en baisse

Les importations en volume sont en baisse de 2 %, et restent nettement inférieures aux exportations. Sur la campagne 2007/2008, les importations s'élèvent à 1,8 million de tonnes. La pomme de terre transformée représente 70 % des importations, soit deux points de plus que pour la campagne précédente. Suit la pomme de terre de conservation, avec 21 % des importations.

En 2007-2008, le taux de couverture en volume est de 146 % contre 145 % en 2006-2007 pour l'ensemble de la pomme de terre, transformée et non transformée. Cependant, il est fortement contrasté entre la pomme de terre de conservation et la pomme de terre transformée, avec des valeurs respectives de 463 % et 48 %. Le défi-

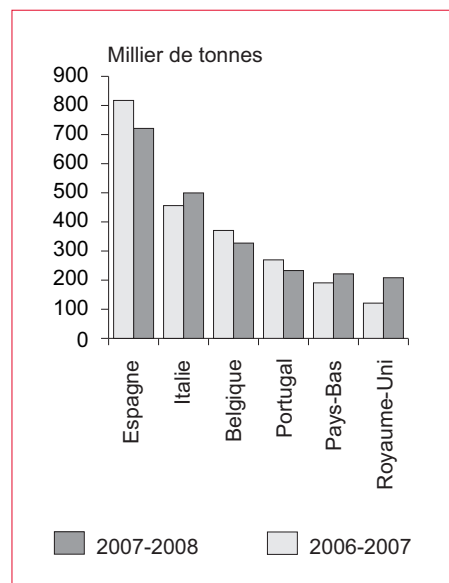
cit constaté sur les échanges de pomme de terre transformée, qui avait tendance à se réduire depuis 2004, s'accroît par rapport à la campagne précédente (- 6 points). Malgré tout, la tendance générale sur ces dernières années, pour l'ensemble des pommes de terre transformées et non transformées, est plutôt à l'augmentation de l'excédent.

Si le bilan s'avère donc encore favorable en volume, il est moins positif en valeur, puisque l'excédent sur cette période s'élève à 54 millions d'euros (175 millions pour la campagne 2006/2007), avec un taux de couverture de 109 %.

Nette baisse des prix pour la campagne 2007/2008, après les records de la campagne 2006/2007

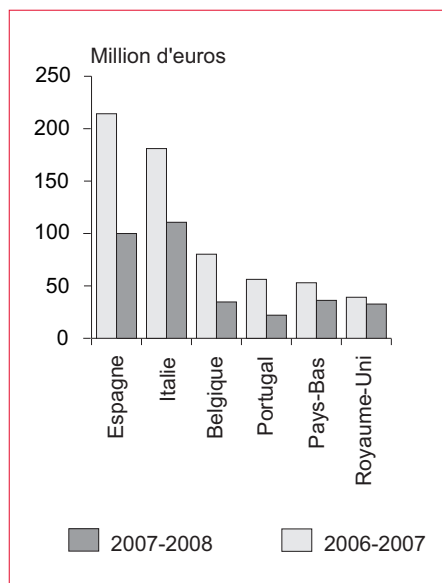
Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap base 100 en 2000), les prix de la pomme de terre, pour la campagne 2007/2008, sont retombés au niveau de la campagne 2005/2006. Il sont inférieurs de 27 % (- 42 points) à ceux de la campagne 2006/2007 pour laquelle les prix avaient atteint des records. Cependant, ils sont inférieurs de seulement 4 % aux prix moyens des cinq dernières campagnes.

Baisse des volumes exportés à destination de l'Espagne



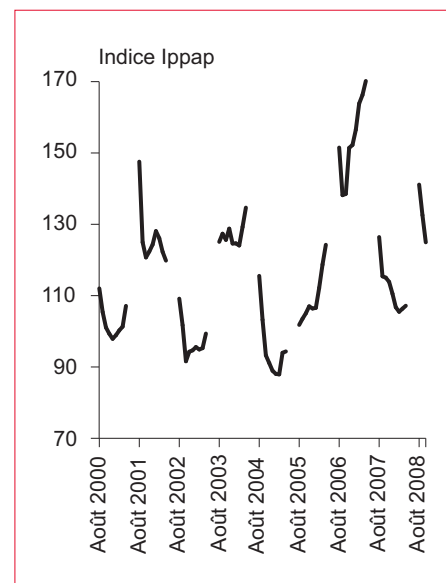
Source : Douanes (DGDDI)

L'Italie devient le meilleur client en valeur



Source : Douanes (DGDDI)

Une campagne record en 2006/2007 pour la pomme de terre



Source : Insee, Agreste

Pour la bintje - calibre 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie - qui est la principale variété produite en France, le prix moyen de la campagne 2007/2008 est inférieur de 53 % à celui de la campagne 2006/2007,

exceptionnelle en termes de prix. Rappelons que les prix de la bintje sont particulièrement plus volatils que ceux des autres variétés à chair ferme. Sur la campagne 2008/2009, les prix sont partis d'un niveau plus haut que celui de la

campagne précédente en relation avec une production réduite. Leur baisse saisonnière est toutefois accentuée. En novembre 2008, le prix de la bintje était de 15,50 euros par quintal contre 15,80 euros en novembre 2007.

Sources et définitions

Sources

- Statistique agricole annuelle
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
- Groupement national interprofessionnel des semences et plants
- Comité interprofessionnel de la pomme de terre
- DGDDI : données de commerce extérieur

Les pays en développement (POD) se définissent par opposition aux pays développés. Les pays développés, qui font référence à un développement économique, comprennent les pays d'Europe, les États-Unis, le Canada, la Fédération de Russie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. L'ensemble des pays qui ne font pas partie de ces pays développés sont classés dans les POD.

La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix », Agreste Conjoncture n° 2008/26, juin 2008
- « Le prix des pommes de terre de conservation s'envole dans un contexte de production réduite », Synthèse Pomme de terre, mars 2007
- Infos rapides Grandes cultures et fourrages

Retour éditorial

Depuis août 2008, les prix des vins augmentent et les ventes reculent

La forte baisse de la récolte viticole française pèse assez lourdement sur le total des volumes récoltés dans l'Union européenne. Depuis deux campagnes, les disponibilités françaises se réduisent et cela entraîne une nette réduction des ventes en vrac. Celle-ci s'accompagne d'une diminution de la consommation taxée enregistrée sur les deux premiers mois de campagne 2008/2009. Les prix des vins continuent d'augmenter. En raison d'une demande extérieure moins importante, les volumes exportés se réduisent par rapport aux dix premiers mois de 2007.

Une récolte viticole faible en France et dans l'Union européenne

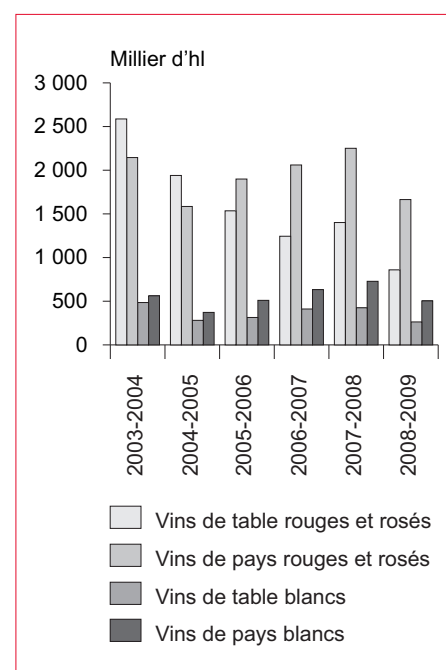
La récolte française 2008 est la plus faible depuis quinze ans, sous l'effet du climat et des arrachages réalisés (*Potentiel de récolte du vignoble français fortement réduit en 2008, Agreste Conjoncture n° 20008/53, décembre 2008*). Cela entraîne une baisse des disponibilités pour la campagne 2008/2009 qui affecte davantage les vins de consommation courante que les vins d'appellation. Au niveau européen, la production de vins de 160 millions d'hectolitres (Mhl) baisse de 1 % par rapport à la faible récolte de 2007. Les légères progressions des productions italienne et espagnole, estimées respectivement à près de 35 et 47 millions d'hectolitres, ne permettent pas de compenser les réductions des récoltes française, portugaise et autrichienne.

Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin, la production mondiale de vins 2008 devrait se situer à peu près au même niveau que celle de 2007, c'est-à-dire à un niveau relativement moyen, entre 260 et 270 millions d'hectolitres. Les conditions de production de l'hémisphère Sud se sont avérées plus clémentes, en particulier en Australie où la sécheresse avait sévi en 2007.

Les ventes en vrac de vins se rétractent fortement

Sur le marché français, selon Viniflor, les ventes en vrac se montrent très en retrait depuis le début de la campagne 2008/2009. En décembre, ces ventes baissent nettement par rapport à décembre 2007 (- 20 %). Toutefois, c'est une amélioration relative par rapport à la tendance générale des derniers mois : sur les cinq premiers mois

Repli général des ventes en vrac en 2008/2009



Source : Viniflor

de campagne 2008/2009, les ventes se révèlent nettement plus inférieures au niveau de la dernière campagne. Sur cette période, les ventes de vins de table atteignent à peine plus du million d'hectolitres (- 39 % par rapport à 2007/2008 et - 47 % par rapport à la moyenne quinquennale). Les ventes de vins de pays ne se portent pas mieux (2,2 Mhl, soit - 27 % par rapport à 2007/2008 et - 15 % par rapport à la moyenne quinquennale). Au total, cumulées sur les cinq premiers mois de campagne, les ventes de vins de consommation courante atteignent tout juste 3,3 Mhl (- 32 % par rapport à 2007/2008 et - 30 % par rapport à la moyenne).

La consommation taxée baisse au début de la campagne 2008/2009

Selon les estimations de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), la consommation taxée de vins a diminué d'environ 6 % sur les deux premiers mois de la campagne 2008/2009. Sur cette période, la consommation taxée diminue davantage pour les vins d'appellation que pour les vins de consommation courante. La réduction de la consommation taxée de vins est encore plus marquée par rapport à la moyenne des cinq dernières années (- 9 %). Ces résultats sont toutefois à considérer avec prudence pour interpréter l'évolution tendancielle de la consommation de la campagne 2008/2009 : ils sont encore provisoires et sont soumis aux éventuelles variations de stocks dans le commerce et chez les producteurs. Les disponibilités étant réduites dans une proportion voisine de l'an dernier, la baisse de la consommation tempère l'augmentation des prix des vins.

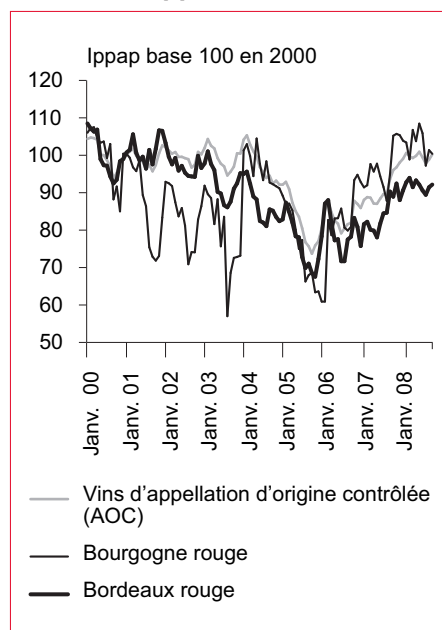
Les prix des vins continuent d'augmenter

En novembre 2008, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), les prix des vins d'appellation augmentent de près de 4 % par rapport au mois de novembre 2007. Par rapport à la moyenne des cinq der-

nières années marquée par la chute des prix consécutive à la récolte abondante de 2009, cette augmentation est encore plus forte (+ 11 %). L'augmentation ne concerne pas toutes les appellations qui présentent de fortes disparités, certaines subissant au contraire des baisses par rapport à l'an dernier. Les baisses concernent les vins de Bourgogne, du Languedoc-Roussillon, de Provence et les Côtes-du-Rhône. Elles sont compensées par la hausse des prix des vins de Bordeaux, des Pays de la Loire et d'Alsace.

Pour les vins de consommation courante, selon Viniflor, les prix augmentent de façon beaucoup plus modérée que l'an dernier en novembre, alors que les disponibilités sont réduites dans la même mesure. La progression du prix moyen des cinq premiers mois de la campagne est plus prononcée pour les vins blancs, mais sur des volumes de vente très faibles. Pour les vins de pays blancs, le prix moyen s'élève à sept euros par degré d'hectolitre (€/°hl), soit une progression de 17 % par rapport aux cinq premiers mois de la campagne 2007/2008, alors que les

Progression des prix à la production des vins d'appellation



Source : Insee

volumes de vente atteignent tout juste 500 milliers d'hectolitres. Pour les vins de table blancs, le prix moyen atteint quasiment 5 €/°hl (+ 8 % par rapport à la campagne 2007/2008), à peine 260 milliers d'hectolitres étant vendus. Pour les vins rouges et rosés, le prix moyen des vins de pays dépasse 4,2 €/°hl et celui des vins de table s'établit à 3,40 €/°hl, soit respectivement + 6 % et + 7 % par rapport à la dernière campagne.

La baisse des volumes exportés de vins se confirme

Par rapport aux dix premiers mois de l'année 2007, les volumes exportés de vins continuent de diminuer. En 2008, le total des volumes de produits vinifiés exportés dépasse légèrement 11 millions d'hectolitres (- 10 % par rapport aux dix premiers mois de 2007). La réduction des exportations est plus prononcée pour les vins de table et de pays (- 14 % contre - 5 % pour les vins d'appellation).

Les exportations de vins d'appellation sont nettement réduites vers les pays membres de l'Union européenne (seulement 2,9 millions d'hectolitres exportés sur la période, soit - 8 % par rapport à 2007). Elles diminuent vers tous nos principaux partenaires européens avec une nette baisse vers le Royaume-Uni (- 10 %).

Les exportations de vins d'appellation vers les pays tiers se maintiennent tout juste à leur niveau de l'an dernier. Pourtant, elles baissent de 8 % vers les États-Unis, après quatre campagnes de hausse, et de 2 % vers le Japon.

En valeur, les exportations de vins d'appellation progressent toujours, surtout grâce à la forte progression de la valeur des vins de Bordeaux (+ 22 %). Toutefois, depuis le mois d'août, ceux-ci sont également concernés par un repli des valeurs à l'exportation. Sur les dix premiers mois de l'année 2008, toutes les autres appellations marquent un repli assez net des valeurs à l'exportation.

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par Viniflor : www.onivins.fr
- Les données concernant les mesures structurelles d'arrachages ou restructuration sont disponibles sur le site de l'Observatoire de la viticulture française mis en place par Viniflor : www.si-vitifrance.com/vitifrance/consulter_doc.jsp
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes (DGDDI).

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Potentiel de récolte du vignoble français fortement réduit en 2008 », Agreste Conjoncture n° 2008/53, décembre 2008
- Bilan Conjoncturel 2008 - Vue d'ensemble sur la viticulture, novembre 2008
- « Un potentiel de récolte estimé à 47,1 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture, novembre 2008
- « Bilan de campagne viticole 2007/2008 encourageant mais fortement contrasté », Agreste Conjoncture, juillet 2008

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Consommation de viande

Synthèse janvier n° 2009/60

[Retour éditorial](#)

Chute de la consommation de viande en 2008

En 2008, la consommation de viande se réduit fortement, alors qu'elle s'était un peu relevée en 2007 grâce à la reprise de la consommation de volailles. Face à la hausse des prix de l'alimentation et craignant pour leur pouvoir d'achat, les consommateurs ont limité leurs achats. La consommation de toutes les catégories de viandes diminue, sauf celle de porc qui est stable, et celle de poulet dont la croissance ralentit toutefois. Moins chères, ces dernières sont donc relativement épargnées.

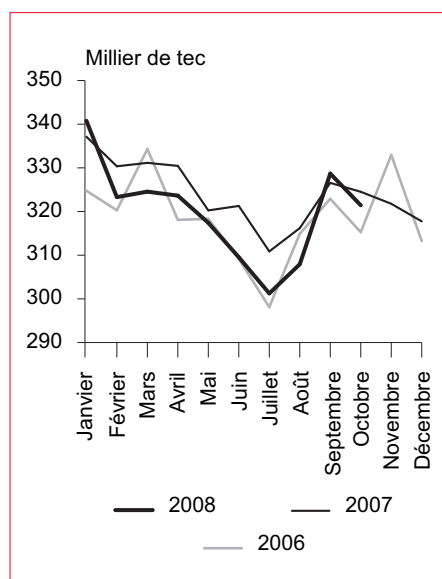
Forte baisse de la consommation de viande

La consommation de viande, calculée par bilan, subit une forte chute en 2008. Elle fait suite à une stagnation de 2004 à 2006, et à une légère reprise en 2007 grâce notamment à la volaille. Le ralentissement de la consommation en 2008 s'observe pour toutes les catégories de viandes.

Les viandes de boucherie les plus touchées sont les viandes bovine (- 2 %), ovine (- 3 %) et équine (- 9 %), alors que celle de porc s'en tire mieux, avec une consommation stable.

La consommation de volaille continue à croître, mais plus faiblement qu'en 2007, année de reprise après la crise

Recul de la consommation de viande de boucherie



Source : Agreste - Consommation calculée par bilan

due à l'épidémie d'influenza aviaire en 2005-2006. La consommation annuelle par habitant, calculée par bilan,

En 2009, baisse générale de la consommation de viande de boucherie

	Évolution du cumul sur 10 mois, en %		
	06/05	07/06	08/07
Animaux de boucherie	- 0,4	+ 2,3	- 1,5
dont			
Viande bovine	- 1,7	+ 1,7	- 2,1
Viande porcine	+ 0,9	+ 2,6	- 0,2
Viande ovine	- 0,7	- 4,4	- 3,1
Viande équine	- 3,3	- 4,5	- 8,8

Source : Agreste - Consommation calculée par bilan

passait ainsi de 23,6 kg en 2006 à 24,4 kg en 2007.

Les résultats positifs de la consommation de volaille reposent uniquement sur le développement de la consommation de poulet (+ 5 %). Celle de dinde continue de décliner (- 2 %), et celle des autres volailles chute après une année 2007 plus favorable.

Ces baisses de la consommation sont à relier au ralentissement des productions en 2008. Ainsi la production de vaches, qui alimente en grande partie l'offre des grandes surfaces, diminue en 2008 de 2 % par rapport à 2007, en cumul sur les onze premiers mois de l'année. En effet, le report de la réforme des vaches laitières sur une bonne partie de l'année, afin d'assurer une plus forte production de lait, a provoqué une baisse des disponibilités de viande bovine. La production de veaux de boucherie, en baisse de 1 %, a été freinée par les producteurs en réponse à la hausse des prix de l'alimentation animale. Quant à la chute de la consommation ovine, elle accompagne le déclin régulier de la filière des ovins pour la viande. La production de dinde est aussi en déclin depuis plusieurs années. Enfin, comme c'est le cas pour la filière du canard à gaver, ralentir la production permet d'améliorer la valorisation.

Depuis le début de 2008, les achats des ménages sont ralentis

Le suivi par TNS World Panel des achats des ménages pour leur consommation à domicile confirme les faibles consommations de viandes calculées par bilan.

Le cumul des achats depuis le début de l'année sur douze périodes de quatre semaines est en baisse, par rapport à l'année précédente, de 4 % pour la viande de boucherie, et de 3 % pour la volaille.

La baisse des achats de viande par les ménages est générale, touchant toutes les catégories. Ce changement du comportement d'achat des consommateurs répond aux augmentations importantes des prix alimentaires à la consommation et à la baisse ressentie du pouvoir d'achat.

Les viandes les plus chères sont les plus touchées

La diminution des achats de viandes a porté le plus fortement sur les viandes les plus chères : le bœuf, le veau et l'agneau pour les viandes de boucherie et aussi le canard, la dinde et la pintade pour les volailles. Les viandes les moins chères résistent mieux, en bénéficiant d'un report d'achat au détriment des viandes les plus chères. Les achats de porc ne baissent en effet que de 1 %, et ceux de poulet de 2 %. La baisse des achats touche aussi le poulet, alors que la consommation globale cal-

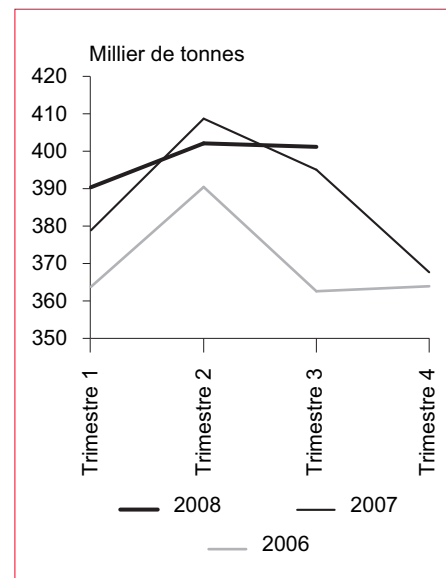
Le poulet assure la progression de la consommation de volaille

	Évolution du cumul sur les trois premiers trimestres, en %		
	06/05	07/06	08/07
Volaille	- 2,2	+ 5,9	+ 0,9
dont			
poulet	- 3,3	+ 13,9	+ 4,5
dinde	+ 0,1	- 8,2	- 2,0
canards	- 0,3	+ 3,1	- 4,1
pintades	- 2,7	+ 10,1	- 10,5

Source : Agreste - Consommation calculée par bilan

culée par bilan montre une augmentation de 5 % sur les trois premiers trimestres. Cet écart peut correspondre au développement de la consommation de poulet hors domicile ou à la croissance de préparations incorporant du poulet consommées à domicile.

Maintien à un bon niveau de la consommation de volaille



Source : Agreste - Consommation indigène brute

Achats pour la consommation à domicile : prix en hausse, quantités en baisse

	Quantités achetées, évolution en %			Prix moyen en € 2008	Prix moyen à l'achat, évolution en %		
	06/05	07/06	08/07		06/05	07/06	08/07
Viande de boucherie fraîche	- 2,7	- 0,8	- 3,7	10,39	+ 3,2	+ 0,2	+ 3,3
dont viande hachée	+ 1,2	+ 5,1	- 7,2	9,03	+ 3,2	+ 1,5	+ 2,9
dont							
Bœuf	- 2,8	- 0,3	- 4,8	11,73	+ 3,3	+ 0,1	+ 3,4
Veau	- 5,4	- 2,6	- 5,8	14,84	+ 5,7	+ 1,6	+ 4,8
Porc	- 2,0	- 0,2	- 0,8	6,58	+ 2,4	- 0,4	+ 4,5
Ovin	- 1,2	- 3,1	- 6,6	12,00	+ 2,8	+ 1,5	+ 3,5
Cheval	+ 4,4	+ 0,1	- 3,6	13,17	+ 3,4	- 1,6	+ 5,0
Surgelés de viandes de boucherie	+ 1,4	- 2,0	- 2,7	5,78	+ 6,6	+ 0,9	+ 0,8
Élaborés de viande	+ 12,4	- 1,8	- 2,5	8,20	+ 3,4	+ 1,9	+ 1,5
Jambon et autres charcuterie	+ 1,4	+ 1,1	- 0,2	9,21	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,7
Volaille fraîche	- 2,9	+ 1,2	- 3,0	6,75	- 0,1	+ 5,7	+ 9,0
dont							
Poulet	+ 1,2	+ 2,4	- 2,3	5,93	+ 1,1	+ 6,1	+ 8,5
Canards	- 2,6	+ 2,6	- 4,4	10,40	- 0,9	+ 3,4	+ 7,8
Dinde	- 9,7	- 2,4	- 5,5	7,60	+ 1,3	+ 7,1	+ 12,6
Pintade	- 8,4	+ 2,2	- 10,4	7,84	- 0,9	+ 5,1	+ 8,5
Lapin	- 0,5	- 0,4	- 7,8	8,32	+ 1,0	- 0,4	+ 4,3
Surgelés de volaille et de lapin	- 4,1	+ 9,6	- 4,1	7,10	+ 0,1	+ 5,1	+ 1,1
Élaborés de volaille	- 1,0	+ 7,5	- 4,2	8,14	+ 0,1	+ 1,2	+ 6,9

Source : TNS Worldpanel - Cumul des 12 premières périodes de quatre semaines

Un comportement des consommateurs réactif aux prix

Les consommateurs adaptent leurs achats de viandes aux prix. Le prix joue d'une part en fonction de son niveau, la viande étant jugée chère ou non, et d'autre part en fonction de ses évolutions récentes.

L'indice des prix à la consommation reflète la progression des prix de la plupart des viandes. En novembre 2008, l'évolution sur un an de l'ensemble des viandes est + 3,5 % contre + 2,9 % en novembre 2007. Le prix des volailles a été le premier à monter vers la mi-2007, suivi dans le dernier trimestre 2007 par le veau et le mouton. Les prix du bœuf et du porc ont aussi augmenté en 2007 et 2008. À partir de septembre 2008, les prix de l'ensemble des viandes se stabilisent.

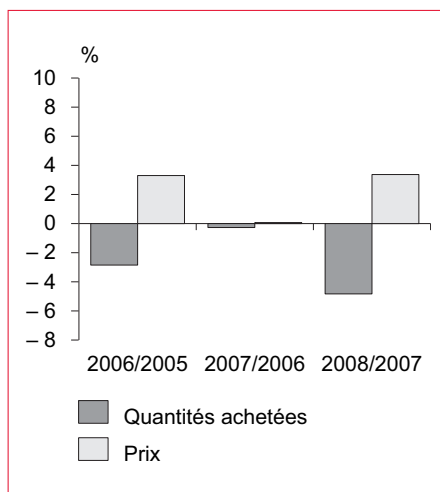
L'influence des variations de prix sur les quantités achetées est bien illustrée par l'exemple des viandes de bœuf et de veau. L'opposition des variations de 2008/2007 se rapproche de celle de 2006/2005, avec à la fois une forte hausse des prix et une forte baisse des quantités, alors que les prix

et les quantités ont été plus stables en 2007.

Pour le porc ou la volaille, le bas niveau de prix intervient plus que l'évolution dans la décision d'achat. Malgré l'augmentation de prix équivalente à celle de la viande de bœuf ou de veau, les quantités de viande de porc ache-

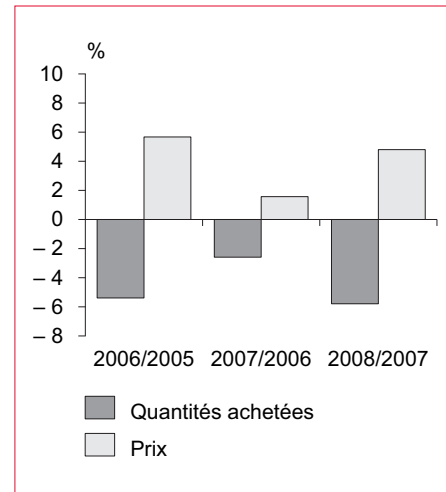
tées en 2008 résistent mieux au mouvement général de baisse. En 2007, le poulet avait bénéficié à la fois d'une augmentation sensible des prix et d'une augmentation des quantités achetées. En 2008, la hausse des prix est forte, et les achats baissent légèrement, mais relativement peu par rapport à l'augmentation de prix.

Des évolutions opposées pour la viande de bœuf...



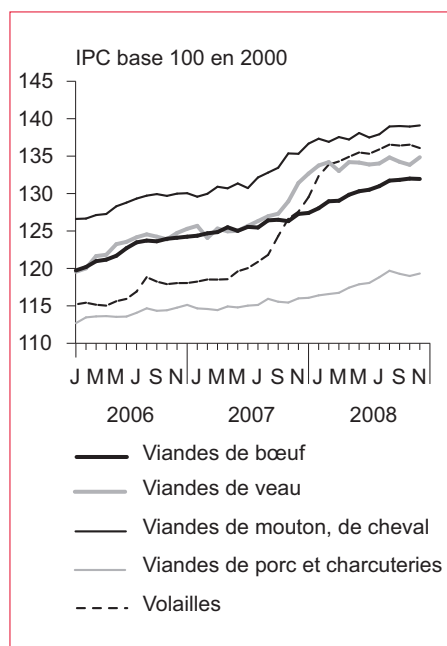
Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

... ou celle de veau



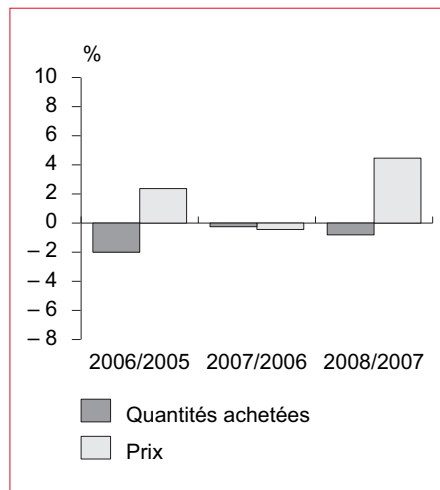
Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

Fortes hausses de prix au deuxième semestre 2007 et en 2008



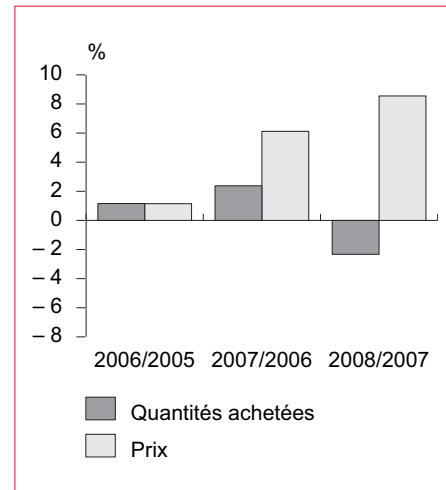
Source : Insee - Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998, rebasé en 2000)

Moins de réactivité aux évolutions de prix pour le porc...



Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

... et le poulet



Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

Arrêt de l'essor de la viande hachée et des produits élaborés

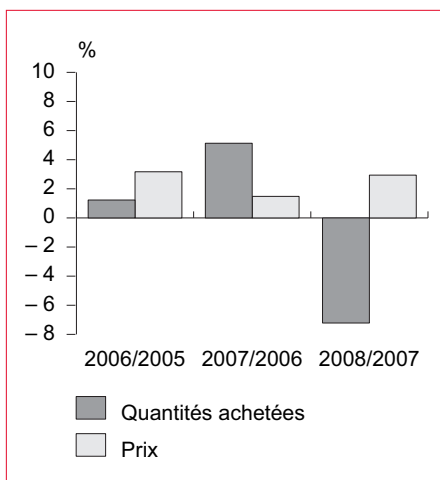
En 2007, les achats de viande hachée se sont développés, soutenant la consommation de viande de bœuf qui stagnait. En 2008, ce mouvement ne persiste pas. Les quantités chutent fortement, bien que l'évolution des prix soit inférieure à celle de l'ensemble des viandes. L'annonce par les médias, en mars, de la mise en vente de lots de viande hachée contaminée peut avoir nuï à l'image du produit.

Les produits élaborés de volaille avaient aussi bénéficié en 2007 de la faveur des consommateurs, avec des prix stables. Par contre, en 2008, l'évolution des prix est forte (+ 7 %), quoique plus basse que celle des volailles fraîches (+ 9 %), et les quantités achetées dimi-

nuent. Cette baisse des achats conforterait l'idée que la hausse de prix des

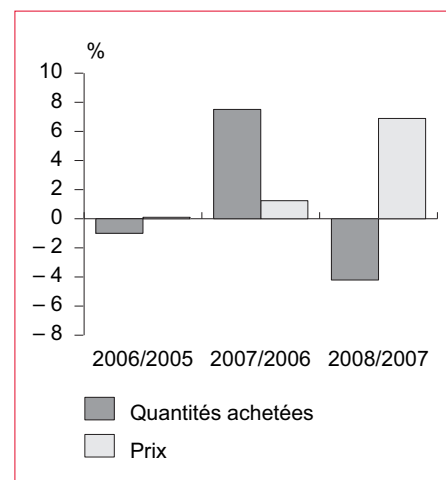
produits alimentaires freine l'essor des produits les plus transformés.

Mauvaise année pour la viande hachée...



Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

... et les élaborés de volailles



Source : TNS Worldpanel - Cumul sur 12 périodes

Sources et définitions

- **La consommation estimée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine, sur le territoire national. Elle est mesurée en tonnes équivalent carcasse, et elle est corrigée des variations de jours d'abattage.
- La consommation par bilan prend par construction en compte toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.
- Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks. Pour la viande de boucherie, les abattages retenus sont corrigés des variations de jours d'abattage.
- La **consommation observée par TNS-World Panel** repose sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Regain de la consommation de viande blanche en 2007 », Agreste Conjoncture n° 2008/29, juin 2008

Retour éditorial

IAA : le ralentissement se confirme au troisième trimestre 2008

Amorcée depuis le début de l'année, la baisse de l'activité se confirme au troisième trimestre 2008, dans un contexte de recul de la consommation des ménages et de ralentissement des exportations. La croissance des importations, notamment d'huiles pour la fabrication de diester, est supérieure à celle des exportations et entraîne une nouvelle réduction de l'excédent commercial. Malgré une hausse des prix moins soutenue, notamment dans l'alimentation animale et les produits laitiers, la hausse du chiffre d'affaires se maintient (+ 6 %). La baisse de l'emploi salarié s'accroît légèrement au troisième trimestre.

Au troisième trimestre 2008, la croissance du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires reste plus soutenue (+ 6 %) que dans le reste de l'industrie manufacturière (+ 3 %). Avec une hausse des prix moins porteuse qu'aux deux trimestres précédents (+ 7 % en glissement annuel contre près de 10 % auparavant), son rythme de croissance peine à se maintenir.

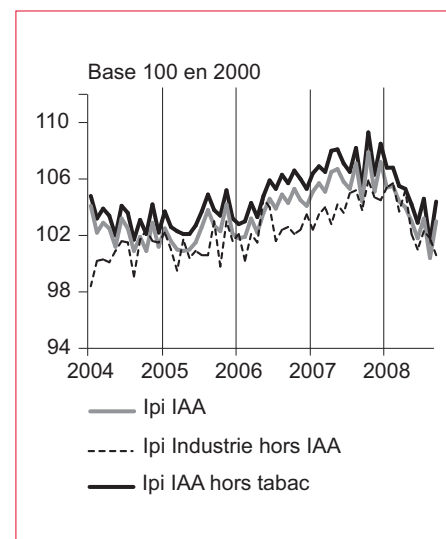
La crise économique mondiale ralentit la demande globale en produits agroalimentaires. La croissance de la demande étrangère fléchit à nouveau et la consommation des ménages continue de diminuer. Ainsi, la production des IAA (hors tabac) se replie sensiblement au même rythme qu'au deuxième trimestre (- 1,1 % contre - 1,4 %). Dans le même temps, dans le reste de l'industrie manufacturière,

l'activité se dégrade et diminue plus fortement que dans les IAA (- 2,5 % au troisième trimestre après une très faible croissance de 0,4 % au deuxième trimestre).

Le repli de l'activité se poursuit au troisième trimestre 2008

Amorcé au premier trimestre 2008 (- 0,7 %), le repli de l'activité se poursuit au troisième trimestre (- 1,1 % après - 1,4 % au deuxième trimestre). La baisse de l'activité se poursuit au même rythme qu'au deuxième trimestre pour le travail des grains (- 5 %) et le secteur des viandes (- 0,2 %). La baisse de l'activité de la chocolaterie-confiserie (- 10 %) entraîne une baisse de la production pour l'ensemble des « autres industries alimentaires » (- 5 %

Au troisième trimestre 2008, l'activité se dégrade pour les IAA comme dans le reste de l'industrie



Source : Insee - Ipi Cvs-Cjo

contre - 1,2 % au deuxième trimestre). La dégradation de l'activité se propage à d'autres secteurs. L'industrie laitière recule de 0,4 % (contre + 2 % au deuxième trimestre), en raison d'une baisse de 2 % des fabrications de fromages. En hausse de près de 7 % au deuxième trimestre, l'alimentation animale stagne (+ 0,3 %). Elle progresse beaucoup moins fortement pour les bovins, en raison de la baisse du cheptel laitier, liée à la baisse du prix du lait et d'une bonne disponibilité en fourrages. Elle se replie pour les porcins et la volaille. En revanche, les livraisons de boissons reculent moins fortement qu'au trimestre précédent. Toujours en baisse pour les alcools, le champagne et les eaux de table, elles se redressent pour les bières et les boissons rafraîchissantes, pénalisées en 2007 par un été pluvieux. L'activité s'accélère fortement pour les corps gras (+ 18 %), tant pour les huiles brutes que pour les huiles raffinées, en liaison avec la bonne récolte d'oléagineux sur la campagne 2008-2009.

La consommation des ménages fléchit nettement depuis le deuxième trimestre 2008

Comparés à la même période de 2007, les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee font état d'une baisse de la consommation des ménages en produits alimentaires (données CVS en volume y compris tabac) au troisième trimestre 2008. Amorcé au premier trimestre 2008 (- 0,5 %), le recul des achats des ménages s'intensifie sur les deux trimestres suivants (- 2,6 % au deuxième trimestre et - 2,8 % au troisième). Il atteint plus de 3 % sur les produits frais - fruits et légumes et poissons frais - et l'ensemble « viandes et produits laitiers » au troisième trimestre alors que celui des « autres produits agroalimentaires » se situe à 2,4 %. La baisse de la consommation de produits laitiers porte sur les fromages et les produits ultra-frais. Celle des viandes concerne les viandes rouges, viandes les plus chères, mais aussi le steak haché et les élaborés de volaille.

L'excédent commercial se détériore depuis le début de l'année 2008

L'excédent commercial des IAA se détériore pour le troisième trimestre

consécutif. Il se réduit de 33 millions d'euros au troisième trimestre 2008 comparé au troisième trimestre 2007 et se chiffre désormais à 1,7 milliard d'euros sur l'année 2008. Cette détérioration provient du ralentissement de la hausse des exportations associée à une hausse toujours soutenue des importations.

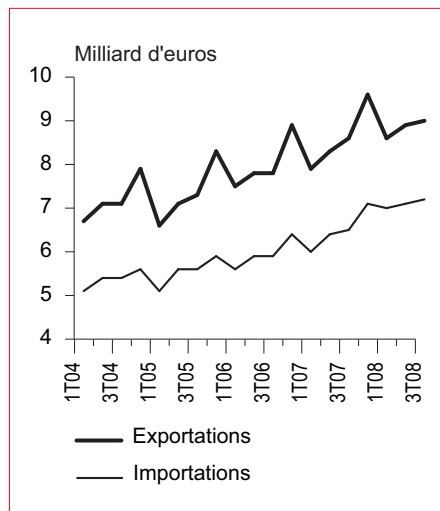
De 10 % au premier trimestre, la hausse des exportations tend à se réduire : de 6 % au deuxième trimestre à près de 5 % au troisième trimestre. Leur montant atteint neuf milliards d'euros.

La hausse des importations reste soutenue (+ 11 % comme au trimestre précédent). Leur montant se chiffre à 7,2 milliards d'euros.

La dégradation de l'excédent commercial provient essentiellement de la forte aggravation du déficit du secteur des corps gras, qui a presque doublé au troisième trimestre 2008 comparé au troisième trimestre 2007. En effet, le déficit s'accroît de 375 millions d'euros et atteint 803 millions d'euros.

La croissance des exportations fléchit, en raison de la baisse des exportations d'huiles raffinées et de la baisse des prix des oléagineux. Dans le même temps, les importations d'huiles à usage industriel, notamment de soja et de palme, pour la fabrication de diester augmentent fortement (+ 130 %

La croissance des échanges commerciaux ralentit depuis deux trimestres

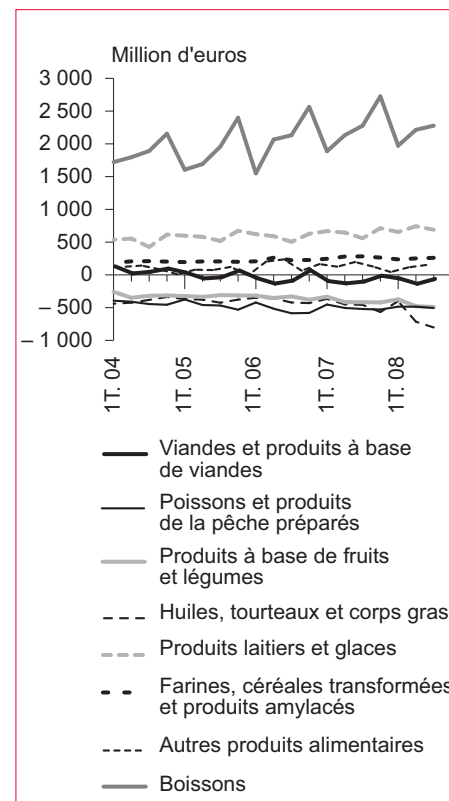


Source : Douanes (DGDDI) - Données brutes

en valeur et + 76 % en quantités). Le déficit continue également de se creuser pour les produits à base de fruits et légumes. Les exportations fléchissent de 1,1 % au troisième trimestre et depuis le début de l'année 2008 alors que les importations augmentent de 8 %.

Dans le même temps, l'excédent s'améliore pour les produits laitiers (+ 129 millions d'euros). Les exportations de produits laitiers (+ 6 %) sont en forte progression pour les produits industriels (poudres et beurre) et pour les produits de grande consommation. Seules les quantités de lait liquide conditionné, de fromages et de glaces sont en recul. Les importations se réduisent globalement de 7 %. Elles diminuent pour tous les produits, excepté pour les fromages et les glaces. Le déficit se réduit pour l'ensemble des viandes et préparations à base de viandes (- 62 millions d'euros). Les exportations de viandes progressent de 11 %, notamment pour celles de boucherie (+ 15 % en valeur et + 3 %

Au troisième trimestre 2008, le déficit commercial des corps gras s'accroît fortement



Source : Douanes (DGDDI)

en volume) dopées par une nette revalorisation. Les importations augmentent moins fortement (+ 6,5 % après + 8 % au deuxième trimestre), notamment pour les viandes de volaille (+ 4 % après + 22 % au trimestre précédent). L'excédent reste stable pour les boissons. Cependant, la crise économique mondiale pèse sur les exportations d'alcools, de champagne et de vins, en direction des États-Unis et de l'Union européenne. Pour les vins, la baisse des quantités exportées est compensée par une bonne valorisation, notamment des bordeaux.

Hausse des prix plus modérée

Après une croissance d'environ 9 % au premier semestre, la hausse des prix ralentit au troisième trimestre 2008 (+ 7 % en glissement annuel). De nombreux secteurs sont concernés. La hausse se réduit fortement pour les aliments pour animaux (+ 13 % contre + 25 % au deuxième trimestre) et dans une moindre mesure pour le travail des grains, en liaison avec la baisse des cours des céréales. Elle s'atténue pour les produits laitiers (+ 9 % après + 12 % au trimestre précédent), traduisant le net recul des prix des poudres de lait (- 17 %). En réduction pour les viandes de volailles et de boucherie, à l'exception de celles de porc et de mouton, la hausse se réduit pour l'ensemble des viandes, passant de près de

6 % à + 4,3 %. De même, la hausse des prix perd un demi point pour les boissons, en raison d'un fléchissement pour les vins (+ 12 % contre + 14 % au deuxième trimestre). La hausse reste soutenue pour les corps gras (+ 37 %). Bien qu'en ralentissement pour les tourteaux, elle continue à augmenter pour les huiles raffinées toujours portées par la demande en agrocarburants.

Le fléchissement de la demande et de la hausse des prix pèse sur l'évolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires global progresse au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 6 %), toujours soutenu par la hausse des prix. Bien qu'en diminution, comparée au deuxième trimestre, la hausse des prix compense la baisse de l'activité et de la consommation des ménages ainsi que le moindre dynamisme de la demande extérieure. Au troisième trimestre, la hausse du chiffre d'affaires fléchit nettement pour l'alimentation animale et le travail des grains, en raison de la répercussion de la baisse des cours des céréales et d'une baisse de l'activité. De même, la baisse des cours des produits industriels, poudres de lait et beurre, pénalise la croissance du chiffre d'affaires des produits laitiers (+ 6 % après + 8 % au trimestre précédent). En revanche, le secteur des boissons connaît une amélioration (+ 3,3 % après un repli de

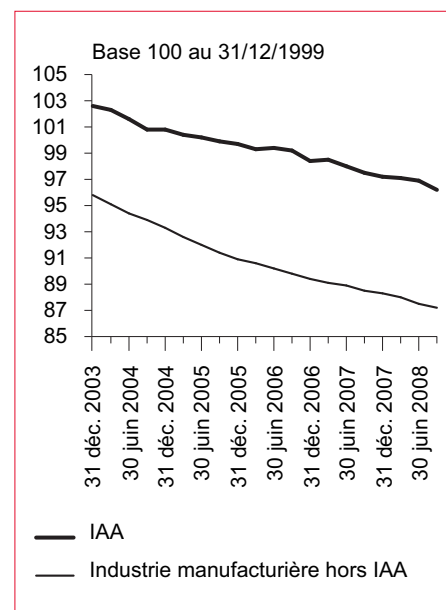
1,5 % au deuxième trimestre). Cette amélioration provient essentiellement de la relative progression de l'activité dans les filières des bières et des boissons rafraîchissantes après le très mauvais été 2007. En revanche, la demande extérieure se replie pour les eaux de table et le champagne. La hausse du chiffre d'affaires des viandes s'amplifie légèrement (+ 5 % contre + 4,5 % au deuxième trimestre), notamment pour les viandes de boucherie et les préparations à base de viandes.

Dans le même temps, les ventes de corps gras progressent toujours à un rythme soutenu (+ 31 % après + 34 % auparavant), mais commencent à intégrer la baisse des cours des graines oléagineuses.

L'emploi salarié se dégrade toujours au troisième trimestre 2008

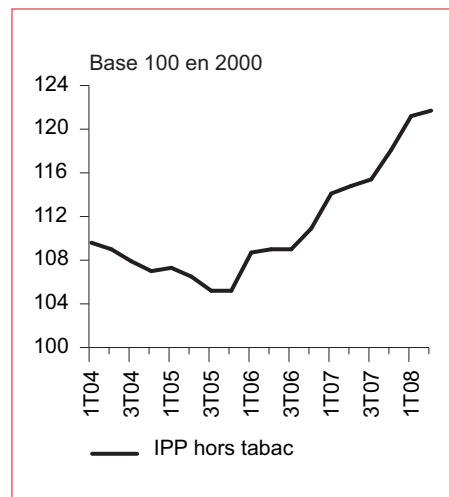
L'emploi salarié des IAA, salariés des entreprises artisanales inclus, continue de se replier au troisième trimestre 2008 comparé au troisième trimestre 2007. La baisse est légèrement plus forte que le trimestre précédent (- 1,4 % après - 1,1 % au deuxième trimestre). Le secteur perd 7 800 emplois par rapport à fin septem-

Au troisième trimestre, la baisse de l'emploi aussi soutenue dans les IAA que dans le reste de l'industrie



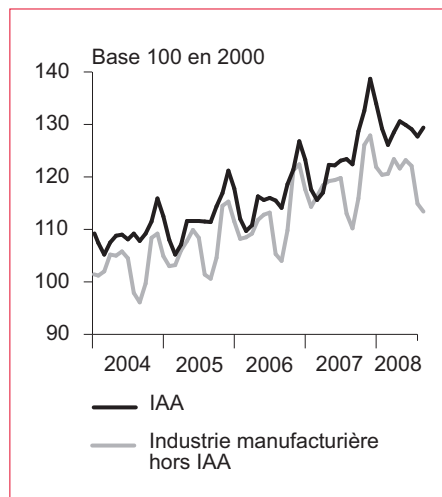
Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Les prix des IAA se stabilisent sur les deux derniers trimestres



Source : Insee - IPP - Séries brutes

Au troisième trimestre 2008, la hausse du chiffre d'affaires des IAA toujours plus soutenue que celle du reste de l'industrie



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires - données brutes mm3

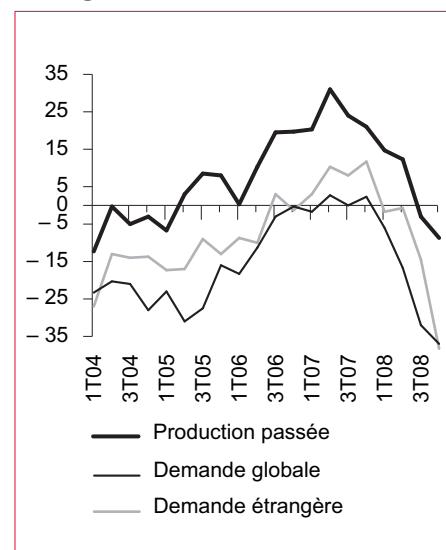
bre 2007. Le secteur compte 549 000 salariés fin septembre 2008, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie inclus. Pour le reste de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié continue de se dégrader : en un an, les effectifs ont diminué de 44 000 emplois (- 1,4 %) contre 41 000 l'année précédente.

Les industriels pessimistes au quatrième trimestre 2008

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en décembre 2008, estiment

que l'activité a nettement fléchi au quatrième trimestre 2008, comparée au même trimestre de 2007. Les carnets de commandes globaux et étrangers continuent de se dégarnir et sont jugés très peu étoffés. Les stocks de produits finis sont jugés très supérieurs à la moyenne. Ils sont très supérieurs aux besoins dans l'industrie laitière et surtout dans le secteur des boissons. Les perspectives personnelles de production ne devraient pas s'améliorer au premier trimestre 2009.

Nette détérioration de la demande étrangère des IAA en fin d'année



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde Cvs des réponses

La tendance se poursuit pour tous les indicateurs au troisième trimestre 2008

Évolution en %*	3 ^e trim.08/3 ^e trim. 07					Cumul 3T 2008/Cumul 3T 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
15.1 Ind. des viandes	- 0,2	4,3	5,0	11,4	6,5	- 1,0	5,1	4,8	7,2	8,1
15.2 Ind. du poisson		2,4	- 0,7	5,2	- 0,6		2,0	2,0	5,2	- 0,2
15.3 Ind. fruits et légumes	- 2,2***	4,4	5,2	- 1,1	8,1	- 3,0***	4,7	4,6	- 3,4	7,5
15.4 Ind. des corps gras	17,5	36,8	30,7	26,8	62,3	8,3	35,2	33,5	41,4	60,4
15.5 Ind. laitière	- 0,4	8,9	5,7	6,3	- 7,3	2,3	11,0	9,0	10,2	0,9
15.6 Travail des grains	- 5,1	20,2	13,1	6,7	21,3	- 4,3	22,1	17,5	9,1	18,4
15.7 Fab. aliments anim.	0,3	12,8	13,2	7,4	20,9	3,2	21,5	19,7	7,7	31,4
15.8 Autres ind. alim.	- 4,9	5,5	4,5	4,2	7,8	- 3,6	5,4	5,5	7,0	10,0
15.9 Ind. des boissons	- 1,7**	5,5	3,3	1,5	7,1	- 4,1**	5,9	2,5	4,3	7,9
15 Ensemble IAA	- 1,1	7,4	6,0	4,9	11,1	- 1,0	8,7	7,3	6,9	12,9

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les vins.

*** Jus de fruits.

Source : Insee

Sources

Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires (poste 15 de la Nomenclature d'activités française).

Elles incluent les boissons y compris les vins mais ne comprennent pas les industries du tabac.

L'ensemble Industrie comprend toutes les industries manufacturières, à l'exclusion des IAA, de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.

Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne que les jus de fruits.
- l'Ipi de l'industrie laitière ne couvre pas les glaces.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence, lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Résultats provisoires de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2007 : une année exceptionnelle

Principales données de structure des IAA en 2007 en NAF rév. 2

Entreprises de 20 salariés et plus	Nombre entreprises	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôt			Investissement (hors apport)		
		en milleier	pooids en %	milliard d'€	pooids en %	million d'€	pooids en %	% du CA	million d'€	pooids en %	% du CA
10.1 Ind. des viandes	828	108,3	28,9	28,9	20,9	462	7,4	1,6	562	14,0	1,9
10.2 Ind. du poisson	105	10,8	2,9	2,8	2,0	63	1,0	2,3	67	1,7	2,4
10.3 Ind. fruits et lég.	164	24,3	6,5	7,8	5,6	287	4,6	3,7	271	6,8	3,5
10.4 Ind. corps gras	30	2,2	0,6	2,4	1,7	155	2,5	6,5	81	2,0	3,4
10.5 Ind. laitière	298	56,8	15,1	25,8	18,7	803	12,9	3,1	644	16,1	2,5
10.6 Travail du grain	103	11,9	3,2	5,7	4,1	403	6,5	7,1	243	6,1	4,3
10.7 Boulangerie-pâtis.	361	42,1	11,2	9,2	6,7	423	6,8	4,6	401	10,0	4,4
10.8 Aut.ind. alim.	490	66,6	17,7	25,1	18,2	1 257	20,2	5,0	740	18,5	2,9
10.9 Fab. alim. Anim.	196	16,1	4,3	9,0	6,5	158	2,5	1,8	193	4,8	2,1
10 Ind. Alimentaires	2 575	33,9	90,4	11,7	84,5	4 011	64,4	3,4	3 202	79,9	2,7
11 Ind. boissons	380	36,2	9,6	21,4	15,5	2 213	35,6	10,3	804	20,1	3,8
Ensemble IAA	2 955	375	100,0	138	100,0	6 224	100,0	4,5	4 006	100,0	2,9

Champ : entreprises des IAA de 20 salariés et plus en 2007.

Source : Agreste - Enquête annuelle d'entreprises 2007 - Résultats provisoires

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agro-alimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation (hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales) de 20 salariés et plus ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne près de 3 000 entreprises, soit environ 25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et de 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

Disponibles dans une version provisoire en juillet de l'année n+1, les principaux résultats de l'enquête annuelle d'entreprise sont ensuite détaillés par activité fine et par tranche de taille. Les structures sectorielles des comptes de résultat ainsi que les agrégats et les ratios économiques associés, quelques données sur les branches et leur concentration sont diffusées chaque année sous forme papier et numérique. Les principales données économiques sont également disponibles par région. En 2007, les résultats sont diffusés selon la version révisée de la nomenclature d'activité française (NAF rév.2) entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Ceci entraîne quelques modifications du champ des industries agroalimentaires. La production d'alcool éthylique de fermentation relève désormais de l'industrie chimique. Les producteurs de fruits et légumes de quatrième gamme et ceux de sel intègrent en revanche le champ des IAA. Au sein des industries alimentaires, la création d'une classe « plats préparés » modifie également le périmètre de certaines activités.

En 2007, les résultats provisoires de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une vive progression du chiffre d'affaires de 7,2 %. Une telle augmentation reflète en partie l'évolution de 4,5 % des prix à la production, liée à l'envolée des cours des végétaux. À prix constant, la progression d'environ 2,5 % reste cependant bien supérieure à celle observée au cours des huit dernières années. L'accélération de l'activité est à relier à la bonne tenue de la demande mondiale. Les exportations directes des entreprises augmentent de 10 %. Tous les secteurs notent une amélioration dans ce domaine, à commencer par l'industrie laitière, le travail des grains et les produits amyliacés et, à un moindre degré, les industries de la chocolaterie-confiserie, des plats préparés, de l'alimentation homogénéisée et diététique. Les exportations progressent de 8,5 % dans l'industrie des boissons.

De son côté, la reprise des investissements amorcée en 2006 s'accélère. La forte croissance provient en partie de la création d'usines d'agrocarburants. Mais elle résulte aussi pour les deux tiers environ du dynamisme accru montré dans ce domaine par l'industrie laitière, celle des boissons rafraîchissantes, de l'alimentation animale ou encore par la boulangerie industrielle. 2007 marque aussi pour l'industrie des viandes, le retour à une activité plus normale de l'abattage et de la découpe de volailles touchée au premier semestre 2006 par la crise de l'influenza aviaire. Les ventes dans ce secteur progressent de 9 %.

Dans ce contexte d'accélération de l'activité et des prix, seul l'emploi salarié reste en retrait. La baisse de 0,3 % correspond à la perte d'un millier d'emplois, essentiellement dans l'industrie des viandes et la fabrication de boissons. Le recours à l'intérim s'intensifie toutefois et se généralise.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Synthèses : le premier mois de chaque trimestre
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Agreste Conjoncture, n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats provisoires 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2006 », Chiffres et données, n° 155, février 2008-10-22
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Agreste conjoncture, mai 2007

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofouritures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe`

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr